

Bruxelles, le 16 juin 2004

Le prochain Conseil européen, le premier de l'Europe élargie à 25 est appelé à prendre des décisions qui marqueront l'histoire de l'Union et de ses peuples sur fond d'un panorama politique contrasté.

Nos concitoyens viennent de s'exprimer à l'occasion des élections du Parlement européen. Les résultats nous interpellent à double titre.

Parce que le taux de participation moyen a été très bas, notamment dans un certains nombre d'États qui viennent de rejoindre l'Union. Et parce que les positions ouvertement anti-européennes ont gagné du terrain.

Ces deux aspects sont liés. Ce serait une erreur de limiter l'explication à la tendance générale à la désaffection des citoyens vis-à-vis de la politique et au manque d'information sur l'Europe.

Le message est simple et clair : beaucoup de citoyens européens ne trouvent pas de réponses à leur attente dans l'action de l'Union et n'ont pas jugé utile d'aller voter. D'autres pensent trouver de réponses dans un repli sur l'Etat national, contre l'Europe.

Nous devons répondre au désenchantement des premiers et à l'illusion des seconds. La réponse ne peut résider que dans la formulation d'un projet politique clair, mis en œuvre par des institutions efficaces, capables de décider et d'agir.

C'est la chance que nous devons saisir à ce Conseil européen, en trouvant un accord sur la Constitution européenne.

L'accord sur la Constitution européenne sera, politiquement et symboliquement, un évènement majeur dans l'histoire de l'Union. Ce sera le point d'orgue du débat sur l'avenir de l'Union que nous avons lancé à Nice par la Déclaration qui, déjà, posait clairement le défi d'améliorer et d'assurer en permanence la légitimité démocratique et la transparence de l'Union et de ses institutions, afin de les rapprocher des citoyens. La Déclaration de Laeken et les travaux de la Convention européenne ont conduit à un résultat inespéré, encore inimaginable il y a quelques années.

Mais la constitution, les institutions, ne sont pas un objectif en soi. Elles sont au service d'un projet politique.

Nous avons l'obligation de montrer que la Constitution est là pour que l'Union puisse réellement atteindre ses objectifs et agir au profit des citoyens. Il s'agit donc, dans la dernière ligne droite, d'arriver à un accord politique sur la Constitution européenne qui soit à la hauteur des ambitions nécessaires et des attentes des citoyens : des institutions légitimes et capables d'agir, des procédures de prise de décision efficaces et compréhensibles. L'accord final doit être à la fois ambitieux et réaliste.

Lors de cette réunion, j'aurai l'honneur de représenter pour la dernière fois la Commission européenne parmi vous. Au terme de la tâche exaltante qui m'a été confiée il y a cinq ans, beaucoup a été accompli par l'Union : l'euro, l'élargissement, un contexte institutionnel apaisé, les fondations d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, des réformes économiques essentielles. Mais à l'évidence beaucoup reste à faire. Ce sera l'œuvre du futur Président que vous désignerez et dont le Parlement européen doit approuver le choix. Plus encore que l'appartenance politique, je crois profondément que votre choix doit se porter sur une personnalité capable de représenter l'intérêt général européen pour permettre à l'Union d'être efficace et respectée, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Je sais combien les attentes qui pèsent sur le Président de la Commission sont grandes. A vous de donner le signal politique nécessaire pour répondre à ces attentes et poursuivre les chantiers ouverts par la Commission actuelle.

La Constitution fournira à nos concitoyens un socle de valeurs, de droits et d'objectifs communs. Mais il reviendra aux Institutions de les traduire dans le concret. Ces chantiers sont ouverts, grâce notamment à la détermination de la Commission. A vous désormais – en liaison avec le nouveau Parlement européen et la prochaine Commission – de les mener à bien.

- Le débat sur les Perspectives financières porte directement sur les domaines sur lesquels l'Union doit agir et sur les moyens de l'action. La Commission a fait des propositions en vue de l'intérêt général de l'Union et de ses citoyens. Alors que les négociations sur les propositions législatives de la Commission entreront prochainement dans une phase plus concrète, je crois nécessaire de rappeler notre ambition initiale : la solidarité autour d'objectifs communs. Regardons donc vers l'avenir. Au-delà du débat budgétaire, il s'agit ni plus ni moins que de définir les priorités politiques de l'Union

pour les années à venir et de doter l'Union des moyens adéquats pour agir en faveur des citoyens. L'enjeu est crucial. Notre ambition doit être à la hauteur.

- Le Conseil européen devra également lancer les travaux conduisant à l'adoption du programme Tampere II, afin de renforcer les fondations de l'espace de liberté, sécurité et justice. Les avancées réalisées en ce domaine sont considérables. Nous devons résolument poursuivre sur cet élan.

- La croissance et l'emploi restent des préoccupations fortes des nos concitoyens et une nécessité absolue pour soutenir notre économie, notre compétitivité. Le Groupe de haut niveau, présidé par M. Wim Kok, a commencé ses travaux, dans la perspective de la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne l'an prochain. Il conviendra de mettre à profit cet exercice pour redéfinir le sens de notre action en matière économique, sociale et environnementale.

- Enfin, sur la base des éléments de ce Conseil européen, l'Union définira son horizon géographique et politique. Quelques semaines après l'élargissement à dix nouveaux pays, l'Europe lance un message d'espoir et d'ouverture aux Balkans à travers la reconnaissance du statut de candidat à la Croatie. Ce chantier sera difficile et exigeant, comme le sera celui de l'achèvement de négociations avec la Roumanie et la Bulgarie et de la poursuite de la candidature de la Turquie à l'Union. Il doit demeurer notre horizon pour les années à venir.

Monsieur le Premier ministre, ce dernier Conseil européen sous Présidence irlandaise est une chance historique réelle de permettre à l'Europe de se renforcer et de préparer son avenir. Sachons saisir cette opportunité.

Romano Prodi